



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**

FR

Paris, le 9 octobre 2013
EUCO 200/13

PRESSE 407
PR PCE 178

**Herman Van Rompuy
Président du Conseil européen
Audition à l'Assemblée nationale**

C'est un plaisir de partager quelques réflexions et expériences sur l'état de l'Union européenne avec vous ici à l'Assemblée nationale. Je me réjouis de pouvoir débattre de points plus précis dans un instant, que ce soit sur l'euro, le chômage des jeunes ou sur notre action dans le monde, mais je voudrais lancer cet échange par quelques observations plus générales.

Nous entrons dans une année électorale, pas seulement dans un bon nombre de pays, mais aussi pour l'Europe dans son ensemble, avec les élections européennes de mai prochain. L'Europe va donc être débattue – entre partis, entre pays, entre générations, entre convictions. Ce débat, pour moi, commence avec cette simple conviction: L'Europe, ce n'est plus Bruxelles. L'Europe est partout. L'Europe, c'est nous. Mais cette réalisation doit encore faire son chemin.

Ici à Paris, en arrivant de Bruxelles, je ne me sens pas l'émissaire d'une entité politique lointaine; non, je parle en tant que responsable européen à des responsables européens: vous-mêmes. L'Europe, c'est nous.

Notre Union, après tout, au-delà de ce qui se passe à Bruxelles, à Luxembourg et Strasbourg, ou encore à Francfort, notre Union c'est cet ensemble de relations entre tous nos pays, entre nos citoyens, entre leurs institutions, et nos institutions communes. Et dans cet ensemble, les parlements nationaux occupent une place centrale. En assurant le contrôle de vos gouvernements, en relayant les attentes de vos électeurs, en leur parlant à votre tour.

P R E S S E

Dirk De Backer - Porte-parole du président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Preben Aamann - Porte-parole adjoint du président - ☎ +32 (0)2 281 2060 - +32 (0)476 85 05 43
press.president@consilium.europa.eu <http://www.european-council.europa.eu/the-president>

EUCO 200/13

1
FR

Pour avoir siégé pendant vingt ans au sein du Sénat et de la Chambre des députés de mon propre pays, et pour avoir même présidé celle-ci pendant un an, je sais ce qu'il en est... Représenter, c'est un verbe actif.

La légitimité démocratique de l'Union est assumée par le Parlement européen bien sûr, mais tout autant par les parlements nationaux. Paradoxalement, cette tâche européenne d'une Assemblée Nationale comme la vôtre, elle est encore plus essentielle aujourd'hui que dans le passé.

Depuis quelques années, pour la première fois dans l'histoire, l'Europe est entrée au cœur du débat d'opinion, dans chacun de nos pays. À travers l'euro, à travers Schengen, les gens ont découvert que l'Europe n'est pas faite pour certains mais pour tous, et qu'elle les concerne, directement et profondément. Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de ce changement: il affecte nos pratiques, nos fonctionnements et les attentes que les Européens placent dans l'Europe.

Repensez au bon vieux temps de la "Communauté", quand l'Europe ne passionnait que les experts, les enthousiastes, et les bénéficiaires directs. Jusqu'à encore quelques années de cela, on se plaignait que l'Europe n'était pas présente dans les esprits et les cœurs. Et voyez maintenant comment l'Europe agite tous les électeurs, bon gré mal gré, pour le meilleur et pour le pire...

Ici en France, le référendum de 2005 a été un premier réveil. Mais c'est sans doute la crise de l'euro, depuis 2010, qui a été le réveil décisif – et bien rude. En voyant les tensions réelles, institutionnelles et politiques, que cela a suscité, certains craignent une "renationalisation de la politique européenne"... , une menace pour l'édifice. Moi, j'y vois autre chose: si l'on regarde d'où l'on part, il faut y voir une "européanisation de la politique nationale", un basculement qui a déjà renforcé notre édifice.

Le mot clé, c'est l'interdépendance. Les dirigeants et le public ont appris à connaître l'enchevêtrement intime de nos économies, de nos sociétés, de nos politiques. Ils savent maintenant ce que cela signifie vraiment de partager un espace commun, de partager une monnaie. Et ce partage en commun est expérience tantôt heureuse, tantôt douloureuse, en fonction des moments, des attentes, des sujets...

La grande leçon de la crise financière et économique, l'essentiel de ce que nous avons fait pour la surmonter, c'est de mieux gérer cette interdépendance, l'intérêt général de l'Europe. D'abord, grâce à plus de solidarité entre les Etats européens; le Mécanisme européen de stabilité, ce bouclier de 500 milliards d'euros, est le symbole et la manifestation la plus concrète de cette solidarité. Auparavant il n'y avait que peu de solidarité financière, juste à travers le budget européen. Mieux gérer l'intérêt européen, ensuite, c'est aussi plus de responsabilité au sein de chaque pays; là, la nouvelle gouvernance économique est un exemple éclatant.

Depuis 2010, nous avons avancé, en parallèle, sur ces deux voies. Systématiquement. La zone euro dans son ensemble en sort renforcée sur les deux plans, comme tous les dirigeants en conviennent. Tout cela a pris du temps, trop de temps.

Aujourd'hui, la priorité absolue est à la croissance et l'emploi. Depuis le tout début, c'est l'objectif principal. Certes, il n'a pas toujours été facile, pendant les deux années et demie où nous allions d'un sommet de vérité au suivant, de faire comprendre aux gens que sauver l'euro, que restaurer la stabilité financière, on ne le fait pas pour les banques, ni pour le plaisir, mais on l'a fait pour à terme retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi. Quand les fondements tremblent, il faut d'abord consolider, et ensuite on peut construire à nouveau. Maintenant nous sommes dans cette deuxième phase.

Depuis plus d'un an, nous travaillons intensément sur l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes. Le gouvernement français a joué un rôle d'accélérateur essentiel. Rien qu'en 2012, l'Union européenne a pu aider 800.000 des jeunes à reprendre pied dans le monde du travail.

Nous travaillons également sur la croissance – par des moyens divers. Le travail a été long et douloureux, mais les premiers résultats sont là; modestes mais indéniables. Ce sont les résultats qui comptent, aussi pour les citoyens. Ce sera le vrai test de confiance en l'Europe.

Nous serons jugés sur nos résultats. Mais la croissance doit être durable. Notre compétitivité est essentielle. Des réformes structurelles sont nécessaires. Cela ne nous rendra pas plus populaires, mais le court-termisme ne nous sauvera pas.

En ce moment nous renforçons la dimension sociale de l'Union économique et monétaire, aussi de façon plus directe. Par exemple en renforçant le rôle des indicateurs sociaux dans le "semestre européen", en nous efforçant de mieux combattre les divergences sociales et de mieux coordonner les politiques dans ces domaines, et en renforçant le dialogue social, tant au niveau national qu'au niveau européen. Ici aussi, on a vu des percées notables.

Autre chantier essentiel, autre objectif partagé par tous les dirigeants de la zone euro, c'est d'arriver à une véritable Union économique et monétaire, et ceci en suivant la feuille de route que j'ai proposé aux chefs d'Etats et de Gouvernement en décembre 2012.

Il s'agit notamment de renforcer l'union économique, par d'avantage de coordination et d'intégration, certainement dans la zone euro, et de faire fonctionner la surveillance budgétaire, certainement quant aux objectifs structurels.

Sur le chemin vers une Union économique et monétaire renforcée, la partie la plus importante actuellement, c'est l'Union bancaire. Elle contribuera à assainir durablement le système bancaire, et à recréer les conditions de crédit qui permettent aux entreprises de créer de l'emploi, partout en Europe. L'union bancaire, c'est la clé de voûte de la nouvelle architecture. Il faut que nos travaux avancent le plus rapidement possible.

Après les accords sur le mécanisme unique de supervision, l'objectif maintenant, comme vous savez, c'est un accord sur un mécanisme de résolution, d'ici décembre. Sur ce chemin, les Conseils européens d'octobre et de décembre seront des rendez-vous importants. Et c'est important que la France continue à soutenir, avec toute son énergie, notre avancée commune sur cet aspect essentiel de la construction européenne.

La tempête est derrière nous, mais les gens nous demandent, et vous demandent à vous aussi, un éclairage, une orientation. Où allons nous ensemble, et jusqu'où? Est-ce que c'est cette Europe-là que nous avons voulu créer? Les demandes et les réponses ne vont pas toujours dans le même sens.

L'Union exaspère les uns par son ambition tandis qu'elle déçoit d'autres par sa timidité. Les uns veulent plus de liberté d'action, d'autres attendent un meilleur respect des règles en place. Il ne faut pas s'en étonner. C'est dans la logique même du chemin que nous avons tracé ensemble.

Votre pays, avec une "force tranquille" que j'admire, demande depuis des décennies une Europe "plus politique". Capable de peser son poids dans le monde. Capable de prendre des initiatives au-delà des cadres tout tracés. Eh bien, l'Europe est bel et bien devenue plus politique. Notre ensemble, il agit, il réagit, dans le temps long comme dans le temps de l'urgence, et il cherche son public.

Vous êtes tous des hommes et femmes politiques expérimentés (sinon vous ne seriez pas ici!), donc vous savez parfaitement que politiser, proposer des choix, organiser la responsabilité commune, cela veut dire aussi: conclure des accords et des compromis, instaurer des équilibres, et parfois: trancher.

Vous savez également que politiser l'Europe vers l'extérieur, cela ne va pas sans la politiser à l'intérieur. Autrement dit, une Europe forte dans le monde, cela commence par une Europe forte chez soi, par une Union économiquement stable et performante, qui ait la confiance de ses citoyens, dans tous nos pays.

Cela m'amène à dire quelques mots au sujet de la Défense (et nous poursuivrons pendant notre échange). J'ai proposé de mettre ce sujet à l'agenda du Conseil européen de décembre. En réalité, ce sera la première fois que le sujet monte au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement depuis que la crise financière a éclaté en 2008. C'est un autre signe que nous sommes prêts à affronter de nouveaux défis.

Pendant ce Conseil européen, l'enjeu pour moi est clair. Montrer d'une façon concrète notre volonté politique d'assumer nos responsabilités de sécurité et de défense. Ensemble. Dans ce domaine, c'est votre pays qui a montré – en Lybie, au Mali – que l'Europe, sur les terrains de crise dans le monde, ce ne sont pas uniquement des médecins et des urgentistes, des agronomes et des ingénieurs, mais aussi des policiers et des militaires, prêt à stabiliser des pays, rétablir l'Etat de droit et la justice, donner confiance en l'avenir. Cette Union est aussi le premier partenaire mondial en termes d'aide au développement (avec la moitié du volume mondial), et le plus grand donateur dans l'humanitaire (notamment en Syrie).

Je terminerai toutefois sur un autre point. Toute l'Europe suit de près ce qui se passe en France, et moi plus que quiconque. La France fait ses choix, prend ses décisions, dans le cadre européen. Vous êtes, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, responsables devant vos électeurs et c'est une évidence.

Mais la France, en Europe, ce n'est pas n'importe quel pays. C'est votre pays, main dans la main avec l'Allemagne, qui depuis les premiers jours a donné et donne les grandes impulsions à l'aventure européenne. Vos partenaires et toute l'Europe ont besoin d'une France déterminée à jouer ce rôle européen, d'une France qui réponde non seulement à l'attente des Français et mais aussi à celle des autres peuples.

C'est dans ce sens profond que je vous ai dit que je suis venu de Bruxelles à Paris, en tant que responsable européen, vous parler à vous, responsables européens. Je vous remercie.